

## Gilets jaunes : sortir de la crise par le haut

A l'initiative de Denis Clerc, le fondateur d'*Alternatives Economiques* et de l'économiste Jean Gadrey, des chercheuses et chercheurs en économie et en sciences sociales, des personnalités du monde de l'économie sociale et solidaire, des élus et élus, des citoyennes et citoyens lancent un appel pour repousser à 2020 le basculement du CICE en allègement pérenne de cotisations sociales patronales. Ce report permettrait, sans pénaliser les entreprises, d'économiser 20 milliards, dont une partie pourrait aller au bénéfice des ménages les plus modestes.

Le mouvement des Gilets jaunes a révélé combien une partie de la population se sent abandonnée, paupérisée et pressurée. Il réclame notamment une amélioration immédiate de son pouvoir d'achat, et l'abandon de toute hausse des prix des carburants.

Nous considérons que leur revendication de parvenir à mieux vivre est légitime, tout comme est urgent et vital le chantier de la transition écologique : notre planète va mal et, faute de temps, nous ne pouvons pas différer les décisions pour freiner et, si possible, arrêter cette dégradation.

Nous sommes persuadés qu'une solution de conciliation entre ces deux exigences – sociale et environnementale – est possible avec effet immédiat. Comment ? Le projet de loi de finances pour 2019 prévoit de verser aux entreprises, comme les années précédentes, 20 milliards au titre du « crédit d'impôt compétitivité emploi » (CICE), un remboursement de 6% des salaires qu'elles ont versés en 2018 à leurs salariés gagnant moins de 2,5 fois le Smic. Mais il prévoit aussi un allègement de cotisations sociales patronales du même montant en 2019 (et les années suivantes). Soit, pour l'année qui vient, un total de... 40 milliards. Repousser à 2020 cet allègement permettrait, sans pénaliser les entreprises bénéficiaires du CICE, d'économiser 20 milliards, dont une partie pourrait aller au bénéfice des ménages les plus modestes que la hausse des prix de l'énergie fossile met à mal.

Nous demandons solennellement à la représentation du peuple de prendre cette décision. Certains souhaitent une hausse du Smic, ce qui peut se comprendre car ce dernier a vu son pouvoir d'achat décrocher depuis trois ans par rapport au PIB par habitant. Mais tous les Gilets jaunes ne sont pas salariés, ni même en emploi. Mieux vaudrait passer par une hausse des prestations sociales. Notamment en relevant la prime d'activité, versée aux personnes en activité percevant un faible revenu, de sorte qu'aucun travailleur à temps plein ne gagne moins de 1500 euros par mois (au lieu des 1300 euros actuels pour un Smic à temps plein complété par la prime d'activité).

De même, l'exemption de hausse de CSG pour les retraités pourrait être portée de 1200 euros actuellement à 1500 euros. Ce montant est en effet le minimum nécessaire pour qu'une personne seule puisse mener une vie décente, selon l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale, organisme public. Enfin, le solde pourrait servir à revaloriser les minima sociaux et à investir dans la transition énergétique.

Mettons à profit cette « fenêtre de tir » unique, afin de lever la contradiction entre l'impérative transition écologique et les conditions de vie du tiers le plus modeste de la population. Ne laissons pas passer cette chance pour la société tout entière, et pas seulement pour les Gilets jaunes.